



Pour le Président
paraphe de l'agent ayant
délégation
Lucie ABELLO

SEANCE DU BUREAU DU JEUDI 1^{ER} JUIN 2017 DECISION N° 2017/043 DB

Un extrait de la présente décision a été affiché au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire : le vendredi 2 juin 2017		Le jeudi 1er juin deux mille dix sept à douze heures, les membres du Bureau se sont réunis au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, salle des séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel MARCHAND, sur convocation faite par lui le vingt quatre mai deux mille dix sept.	
Nombre de membres	23	<u>Présents :</u>	
En exercice	23	<ul style="list-style-type: none">Président : Jean-Michel MARCHAND	
Quorum	12	<ul style="list-style-type: none">Vice-présidents (13): Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Lionel FLEUTRY, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA	
Présents :	20	<ul style="list-style-type: none">Conseillers délégués (6) : Jacky BOUCHENOIRE, Fabrice ANGER, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU	
Excusés :	03	<u>Excusés :</u>	
Absents :	—	<ul style="list-style-type: none">Jean-Yves FULNEAU, vice-président	
Pouvoirs :	01	<ul style="list-style-type: none">Sophie SARAMITO, vice-présidente	
Votants	21	<ul style="list-style-type: none">Jean-Luc LHEMANNE, conseiller délégué, a donné pouvoir à Jean-Michel MARCHAND	
Secrétaire de séance : Michel PATTEE			

ANIMATION DE L'ESPACE INFO ENERGIE SUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE : CONVENTION PLURI-ANNUELLE 2017-2019

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) de l'ancienne communauté d'Agglomération « Saumur Loire Développement » approuvé le 25 septembre 2008, modifié en 2010 pour mise en conformité, et prorogé depuis, affirme l'objectif d'améliorer l'habitat existant -(axe D)- au titre de ses axes majeurs.

De même, le programme d'orientations et d'actions (POA) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) valant Programme Local de l'Habitat de l'ancienne communauté de communes de la Région de Doué la Fontaine approuvé le 14 décembre 2016, retient également l'amélioration et l'adaptation du parc de logements existants comme un axe stratégique de la mise en œuvre de la politique de l'habitat.

Cet objectif commun se concrétise en incitant au développement durable dans les constructions neuves et l'habitat existant, en favorisant la maîtrise des charges d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans l'habitat individuel et collectif.

Initiés par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en 2001, les Espaces Info Energie (EIE) ont précisément vocation à sensibiliser et informer le grand public gratuitement et de manière objective sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Depuis 2009, l'Agglomération dispose ainsi d'un guichet unique d'information au sens d'un lieu référencé par les partenaires, les porteurs de projets, à disposition de tous les saumurois, mis en œuvre au moyen d'un partenariat, avec notamment :

- des permanences conseil de l'EIE 49 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, outil ressource de proximité,

- des animations spécifiques de sensibilisation aux économies d'énergie (ateliers collectifs de projets de construction ou de rénovation, promotion des éco-matériaux, opérations « traques aux watts », opérations de communication, organisation d'ateliers thématiques ...).

L'Espace Info Energie de Maine et Loire (EIE 49), animé par l'association Alisée, est principalement financé par : (budget 2016)

- l'ADEME : 87 000 € (51 %),
- la Région Pays de la Loire : 45 735 € (26 %),
- l'ALEC (Agence Locale de l'Energie et du Climat) Angers Loire Métropole : 8 000 € (5 %)
- le Département de Maine et Loire : 15 228 € (9 %)
- PNR LAT : 5 250 € (6 %)
- Communauté d'Agglomération : 5 437 € (3 %)

Il est ainsi proposé de mettre en œuvre une nouvelle convention du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2019 entre l'association Alisée et la Communauté d'Agglomération afin de poursuivre, au plus près des besoins, les actions de conseils et d'animations conduites par l'EIE 49.

Au titre de cette nouvelle convention, il est demandé à l'Agglomération une contribution de :

- 7 766 € pour 2017 tenant compte de l'animation spécifique déjà réalisée par l'association Alisée pour la première année de l'OPAH-RD de Doué en Anjou,
- 8 726 € / an pour 2018 et 2019.

Cette convention pluri-annuelle repose sur un programme d'actions détaillé pour les missions suivantes :

- Animer un service de conseil et d'information du public,
- Développer un programme de manifestations,
- Développer la communication et les relations partenaires,
- Evaluer et coordonner les activités.

Vu l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les compétences des communautés d'agglomération ;

Vu la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation notamment le chapitre II du Titre III ;

Vu les statuts de la nouvelle communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire » annexés à l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu le Programme Local de l'Habitat approuvé le 25 septembre 2008 et modifié le 24 septembre 2010 pour mise en conformité avec la loi, prorogé ;

Vu le Programme d'Orientations et d'Actions (POA) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) valant Programme Local de l'Habitat de l'ancienne communauté de communes de la Région de Doué la Fontaine ;

Vu l'avis favorable de la Commission « aménagement du territoire, urbanisme, habitat et gens du voyage » du 04 mai 2017 ;

Vu le vote du budget pour 2017 par délibération du Conseil Communautaire du 06 avril 2017 ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions.

Considérant la nécessité de prioriser l'amélioration de l'habitat existant et le soutien aux logements durables, accessibles et à charges maîtrisées ;

Attendu la nécessité de maintenir une réponse de proximité pour les saumurois par la conclusion d'une convention avec l'association Alisée afin de poursuivre les actions d'animation de l'EIE49 conduites par l'association ;

Attendu la nécessité de s'inscrire dans un programme pluriannuel compte tenu de la spécificité des actions proposées (en période hivernale de novembre à mars notamment pour certaines animations telles que la « Traque aux Watts ») ;

Il est proposé au Bureau communautaire :

- **DE DÉCIDER** la poursuite des actions d'animation de l'Espace Info Energie de Maine-et-Loire sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire par la signature de la convention du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2019 ci-annexée, et pour un engagement financier de 7 766 € pour 2017 et de 8 726 € par an pour 2018 et 2019 ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à la signer

Résultat du vote : la décision est votée à l'unanimité

Date de transmission en sous-préfecture

- 9 JUIN 2017

Date de réception en sous-préfecture

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur,

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 2^e trimestre 2017



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.6 Contributions budgétaires
-------------------	--------------------	-------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »